

Déjeuner du Cercle Europe et Economie Sociale

Monsieur Jean-Claude MIZZI

Coordinateur des politiques au sein de la DG MARKT en matière de politique du marché unique

- 28 février 2014 -

A l'occasion de son déjeuner de février, le Cercle Europe et Economie sociale (CEES) a accueilli Monsieur Jean-Claude Mizzi, Coordinateur de politiques en charge de l'Initiative pour l'entrepreneuriat social à la DG Marché intérieur et services de la Commission européenne.



Ce déjeuner a été l'occasion de revenir sur l'évènement « [Entrepreneurs sociaux : Prenez la parole !](#)¹ » des 16 et 17 janvier derniers à Strasbourg, en permettant en particulier un échange de vues entre l'un de ses organisateurs à la Commission et plusieurs participants membres du CEES. Cet échange s'est dans un second temps poursuivi afin d'évoquer l'avenir de la Déclaration de Strasbourg et plus généralement de l'économie sociale et solidaire au niveau européen avec le renouvellement prochain des institutions européennes.

Expert National Détaché à la Commission européenne, Jean-Claude Mizzi est actuellement Coordinateur de politiques en charge de l'Initiative pour l'entrepreneuriat social à la DG Marché intérieur.

Il a à ce titre eu un rôle clef dans l'organisation du grand évènement « [Entrepreneurs sociaux : Prenez la parole !](#) » qui s'est tenu à Strasbourg les 16 et 17 janvier 2014.

Jean-claude.mizzi@ec.europa.eu

Evènement « Entrepreneurs sociaux : Prenez la parole ! » - Points de vue

Pionnier par son ampleur, cet évènement de Strasbourg a impliqué l'espace de deux jours près de 4000 participants (2000 sur place, le reste ayant pu assister en direct aux interventions sur internet) pour discuter de l'avenir de l'entrepreneuriat social dans l'Union européenne. S'appuyant sur une démarche résolument participative, avec l'organisation de sessions plénières et d'ateliers, mais également de sessions d'OpenSpaces et de WorldCafé, la manifestation a débouché sur la rédaction et l'adoption de la Déclaration de Strasbourg, qui se veut représentative d'une vision commune partagée par les acteurs européens de l'écosystème de l'entrepreneuriat social.

Monsieur Mizzi a rappelé que quand bien même le commissaire Michel Barnier ait pu sembler être au premier plan, il ne s'agissait pas d'une initiative française mais bel et bien d'un évènement de dimension européenne, ayant impliqué pour son organisation et son suivi non seulement la Commission européenne (la DG MARKT et 10 autres DGs), mais également le Comité économique et social européen (CESE), et la ville de Strasbourg où était organisée la conférence.

Les membres du CEES ayant participé à l'évènement de Strasbourg ont globalement émis un retour positif sur l'initiative, tant sur le fond que sur la forme, malgré certains soucis d'ordre essentiellement technique (panne de wifi, barrage de la langue ...) explicables par le fait qu'il s'agissait d'une première édition.

¹ http://ec.europa.eu/internal_market/conferences/2014/0116-social-entrepreneurs/index_fr.htm

Un point ayant en revanche plus particulièrement fait débat est le caractère participatif et « *bottom-up* » de l'évènement. Tout en louant l'effort des organisateurs de faire une manifestation véritablement inclusive, partant avant tout des acteurs de terrain, certains participants ont émis un doute sur l'usage d'outils tels que les OpenSpaces. Ceux-ci ont en effet semblé pour certains trop nombreux, trop peu valorisés dans l'ensemble de la manifestation, voire inadaptés au contexte de l'évènement.

Quant au résultat de la conférence, la Déclaration de Strasbourg, les participants se sont montrés plutôt satisfaits de son contenu. Malgré des craintes premières relatives à l'entretien de la confusion entre les notions d'entrepreneuriat social et d'économie sociale, ou à une inflexion par trop « libérale » de l'initiative favorisant un entrepreneuriat social « à l'anglo-saxonne » (et rappelant la « Big society » britannique), les participants se sont accordés pour noter que l'économie sociale « traditionnelle » avait été bien représentée dans la déclaration finale et dans l'ensemble des travaux, l'évènement reflétant ainsi sa grande capacité d'innovation et de prise en compte globale de la réalité plurielle du secteur en Europe.

L'avenir de la Déclaration de Strasbourg et les perspectives de l'ESS dans le travail de la prochaine Commission

Monsieur Mizzi est dans un second temps revenu sur la pérennité de l'initiative et de l'entrepreneuriat social en général dans l'agenda européen, en particulier à l'approche des élections européennes et du renouvellement des institutions qui s'ensuivra. La crainte pour de nombreux acteurs, parmi lesquels les organisateurs de l'évènement de Strasbourg eux-mêmes, est que l'impulsion donnée à l'économie sociale à Strasbourg ne survive pas à la nouvelle Commission européenne.

Côté institutions, les chances de voir l'économie sociale rester à l'agenda semblent relativement bonnes :

- En ce qui concerne la Commission européenne, si le Conseil et le Parlement européens s'accordent sur un candidat parmi ceux proposés par les partis européens lorsqu'ils auront à désigner le successeur de José Manuel Barroso, la perspective de voir l'économie sociale rester en tête des priorités semble assurée en cas de désignation de Martin Schulz et Michel Barnier (tous deux présents à l'évènement de Strasbourg), mais c'est moins certain avec d'autres candidats ;
- Le CESE a quant à lui mis en place un groupe de travail intitulé « [Social entrepreneurship, make it happen !](#)² », composé de neuf de ses membres et coordonné par Ariane Rodert, afin d'assurer le suivi de la Déclaration de Strasbourg et de faire des propositions quant à sa déclinaison concrète. Le résultat de son travail sera rendu au prochain Président de la Commission, assurant ainsi la continuité des efforts menés.

Jean-Claude Mizzi a toutefois insisté sur la nécessité pour les acteurs et parties prenantes de l'économie sociale de se saisir de la Déclaration de Strasbourg afin de s'assurer que l'élan qu'elle représente ne s'épuise pas avec le renouvellement institutionnel dans les prochains mois :

- D'une part, en se mobilisant pour que la Déclaration recueille le plus de signatures possibles (elle n'en a pour l'heure qu'environ 700, avec une majorité de signataires britanniques). L'enjeu est, en obtenant un grand nombre de signatures, de faire pression sur la prochaine Commission pour qu'elle ne puisse que poursuivre la voie tracée par l'Initiative pour l'entrepreneuriat social et l'évènement de Strasbourg (la Déclaration est accessible à cette [adresse](#), et peut être signée en ligne grâce à ce [formulaire](#)) ;
- D'autre part, en incluant les enjeux liés à la Déclaration de Strasbourg et à l'économie sociale en général dans les débats à venir pour les élections européennes. Dans un premier temps, il peut s'agir de pousser les candidats à tenir compte de ces enjeux, pour que ces derniers incluent dans un second temps l'économie sociale dans les questions qui seront posées aux possibles commissaires lors des auditions publiques qui doivent précéder l'investiture du nouveau Collège à l'automne prochain.

² <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.social-entrepreneurship-make-it-happen>